



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché n°2025-645

Réalisation d'une consultation mensuelle des chefs d'entreprise pour le compte de CCI France – Baromètre opinion.

SOMMAIRE

ARTICLE.1. CONTEXTE	4
1.1. PRESENTATION DE CCI FRANCE	4
1.2. CONTEXTE	4
1.2.1. <i>Un réseau de proximité en adaptation permanente</i>	4
1.2.2. <i>Un contexte économique troublé et des entreprises inquiètes</i>	5
ARTICLE.2. OBJECTIFS DU MARCHE	5
ARTICLE.3. OBJET DU MARCHE	6
3.1. OBJET DU MARCHE	6
3.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1. DUREE DU MARCHE	7
5.2. DATE DE COMMENCEMENT DES PRESTATIONS FORFAITAIRES ET PLANNING DE REALISATION	8
5.3. DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	8
5.4. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
5.5. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES / SIMILAIRES	8
ARTICLE.6. MODIFICATIONS DU MARCHE	9
6.1. CESSION DE MARCHE PUBLIC	9
6.2. CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE.7. NATURE ET CONTENUS DES PRESTATIONS	9
7.1. ENQUETE QUANTITATIVE	9
7.1.1. <i>Réalisation du baromètre (partie forfaitaire)</i>	9
7.1.2. <i>Prestations ponctuelles (partie à commande)</i>	10
7.2. ENQUETE QUALITATIVE	11
ARTICLE.8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	12
8.2. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES	12
8.3. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'UNE COMMANDE	12
ARTICLE.9. MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS	13
9.1. CORRESPONDANTS CCI FRANCE	13
9.2. CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	13
9.3. VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS	13
ARTICLE.10. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE	14
10.1. COMPETENCES	14
10.2. ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT	14
10.3. RECUSATION DU PERSONNEL	14
10.4. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	14
10.5. SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE.11. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	15
11.1. CONTENU DES PRIX	15
11.1.1. <i>Prestations à prix forfaitaire</i>	15
11.1.2. <i>Prestations à prix unitaires</i>	15
11.1.3. <i>Modalités de révision des prix</i>	15
11.2. PERIODICITE DE FACTURATION	16
11.2.1. <i>Partie forfaitaire</i>	16

11.2.2. <i>Partie unitaire</i>	16
11.3. MODALITES DE FACTURATION	16
11.4. FACTURES DEMATERIALISEES	16
11.5. DELAIS DE REGLEMENT	17
11.6. INTERETS MORATOIRES	17
11.7. AVANCE	17
11.8. CESSON OU NANTISSEMENT DE CREANCES	17
ARTICLE.12. PENALITES	17
12.1. PENALITES POUR RETARD	18
12.2. PENALITES POUR NON-ACQUITTEMENT DES FORMALITES MENTIONNEES AU CODE DU TRAVAIL.....	18
ARTICLE.13. OBLIGATIONS DES PARTIES	18
13.1. CONSEIL ET INFORMATION.....	18
13.2. CONFIDENTIALITE ET SECURITE	18
13.2.1. <i>Obligation de confidentialité générale</i>	18
13.2.2. <i>Traitement des données à caractère personnel</i>	19
13.3. OBLIGATION DE CCI FRANCE	19
ARTICLE.14. PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
14.1. CESSON DES DROITS SUR LES RESULTATS	20
14.2. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	21
ARTICLE.15. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	21
ARTICLE.16. ASSURANCES	22
ARTICLE.17. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	22
ARTICLE.18. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	22
ARTICLE.19. CESSON DU MARCHE	22
ARTICLE.20. RESILIATION	23
ARTICLE.21. DEROGATIONS AU CCAG	23

1.1. Présentation de CCI France

L'Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie, dite CCI France, est un établissement public à caractère administratif. Elle représente le réseau des 121 Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), territoriales, métropolitaines et des DROM, et régionales, qui maillent l'ensemble du territoire national. Porte-parole national des Chambres de Commerce et d'Industrie, CCI France remplit une double mission :

- appuyer et conseiller les CCI dans leurs activités : CCI France assure la synthèse de leurs propositions pour le développement de l'industrie, du commerce et des services ;
- représenter les intérêts des 2,5 millions d'entreprises ressortissantes auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales et des grands partenaires publics et privés.

Les CCI sont des établissements publics à caractère administratif pilotés par des chefs d'entreprise élus par leurs pairs pour un mandat de 5 ans. Les prochaines élections consulaires auront lieu au dernier trimestre 2026.

Le portail www.cci.fr présente l'ensemble des missions d'appui que les CCI remplissent au service des entreprises, souvent en partenariat avec leur écosystème (Chambres de Métiers et de l'Artisanat, experts comptables, réseaux bancaires, fédérations professionnelles, Business France, collectivités locales...).

1.2. Contexte

En 2015, CCI France a choisi de se doter d'un dispositif de consultation (téléphonique) des chefs d'entreprise afin de recueillir leur opinion. Ce dispositif intitulé « Grande Consultation des Entrepreneurs » (GCE) s'inscrit dans la volonté de CCI France de faire entendre la voix des entrepreneurs auprès des pouvoirs publics, des parlementaires, et en constitue l'un des vecteurs.

Les vagues d'enquêtes mensuelles auprès d'un échantillon représentatif de 1000 chefs d'entreprise ont permis de recueillir des données d'ordre barométrique et des informations conjoncturelles liées à l'actualité économique-politique.

Le champ d'investigation de la Grande Consultation des Entrepreneurs porte prioritairement sur des sujets à thématique économique, concernant les mesures prises, reconduites ou envisagées par les pouvoirs publics (sur des champs ne relevant pas de discussions paritaires) impactant la vie des entreprises.

Le dispositif a été mené en partenariat avec La Tribune et LCI, relais de diffusion des résultats auprès de la communauté entrepreneuriale et du grand public.

Ainsi, au 30 janvier 2025, 100 vagues d'enquêtes ont été menées depuis la mise en place du dispositif. Ces résultats sont accessibles sur www.cci.fr.

Le marché arrivant à échéance, il doit être renouvelé pour poursuivre le dispositif et en garantir la continuité de forme et de contenu dans sa dimension barométrique.

1.2.1. Un réseau de proximité en adaptation permanente

Le réseau des CCI est un opérateur de proximité au service des entreprises et du développement des territoires et un relais pour les entreprises des politiques publiques.

Les ambitions de CCI France pour la mandature 2022/ 2026 ont été traduites dans un plan stratégique pour :

- Faire de la France un pays d'entrepreneurs forts et engagés
- Agir pour des territoires intelligents, agiles et durables au service de l'économie
- Être réseau pour performer et inspirer

Le nouveau projet organisationnel et managérial de CCI France, instance fédératrice, « tête de réseau » des CCI, vise à renforcer l'alignement entre CCI France et le réseau pour avoir toujours plus d'efficacité dans le déploiement des politiques publiques et de remontées qualifiées du terrain pour nourrir les politiques publiques.

CCI France a, par ailleurs, signé avec l'Etat en 2023 un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance déclinés dans les CCI en Conventions d'Objectifs et de Moyens qui comporte des indicateurs de performance à mesurer au regard des orientations stratégiques du réseau des CCI.

1.2.2. Un contexte économique troublé et des entreprises inquiètes

Le contexte économique national et international est troublé ; durant ces deux dernières années, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le renchérissement du coût de l'énergie ont eu des incidences sur la trésorerie des entreprises. Les défaillances d'entreprise atteignent des taux inquiétants. Les entreprises sont aussi aux prises avec la nécessaire poursuite de leurs mutations (transitions numériques, environnementales, arrivée de l'IA...). Le contexte politique instable après la dissolution de l'Assemblée nationale a également introduit des éléments d'incertitude. Dès lors, sur la seule année 2024, l'optimisme des dirigeants mesuré dans le dispositif de Grande Consultation des Entrepreneurs a perdu 19 points. Ce fléchissement du moral est corroboré par les remontées d'information des conseillers CCI, au contact quotidien des entreprises.

Le réseau des CCI est donc à l'écoute des entreprises dans ces phases de doute et leur propose des offres de services adaptées à leurs besoins. Dans ce contexte, les remontées d'information à destination des pouvoirs publics, tant quantitatives que qualitatives, sur la situation des entreprises ont une importance accrue.

ARTICLE.2. OBJECTIFS DU MARCHE

Il s'agit de poursuivre la démarche de consultation engagée en février 2015 qui a consisté à donner l'occasion aux chefs d'entreprise d'exprimer leur opinion sur les principaux sujets du débat économique et les enjeux de la croissance et du développement des territoires mais aussi, plus ponctuellement en amont, sur des mesures préparées par les pouvoirs publics, et en aval, sur leur impact.

Il s'agit également de recueillir leurs réactions face à des événements majeurs de portée nationale, européenne ou internationale, qui peuvent avoir des répercussions dans leur activité quotidienne ou les concerner en tant que représentants de communautés d'hommes et de femmes (exemple : guerre en Ukraine ; tensions fortes sur les prix des matières premières et de l'énergie ; dissolution de l'Assemblée nationale en France, réélection de Donald Trump...).

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un dispositif d'enquête mené auprès des entreprises ayant bénéficié des services des CCI l'année N-1 est attendue. Cette enquête auprès d'un échantillon large (plus de 3500 entreprises) est à conduire une fois par an (février : lancement de l'enquête / avril : restitution des résultats). L'objectif est d'évaluer la performance des CCI au travers de plusieurs indicateurs, et selon des critères précis définis dans le cadre du Contrat d'Objectif et de Performance. Cette enquête doit être complétée par un dispositif de même nature mais d'ampleur moindre auprès des collectivités locales pour évaluer la qualité des partenariats noués entre elles et les CCI.

Dans sa conception, le dispositif de consultation des chefs d'entreprise doit permettre de capitaliser sur tous les enseignements des vagues d'enquêtes précédentes de la Grande Consultation des Entrepreneurs (GCE). Il doit garder l'indispensable dimension barométrique, ce qui supposera la reprise du questionnaire socle pour bâtir les questionnaires et l'intégration des données des vagues précédentes en sourcing de référence.

Cette consultation doit être mensuelle. Cette régularité contribuera à renforcer la qualité des données recueillies et à faire du dispositif un rendez-vous « naturel » tant auprès des chefs d'entreprise que du réseau des CCI lui-même et de ses partenaires institutionnels et médiatiques.

Répondant aux enjeux contextuels rappelés, elle doit permettre au réseau des CCI d'apparaître comme un acteur capable de faire émerger les préoccupations et des attentes du monde économique et de s'en faire le relais, en particulier dans les media. Elle vise aussi à renforcer le lien avec les entreprises que les CCI représentent.

ARTICLE.3. OBJET DU MARCHÉ

3.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réalisation pour le compte de CCI France d'une consultation mensuelle téléphonique d'un échantillon de chefs d'entreprise constitué par le prestataire.

L'administration du questionnaire doit être suffisamment souple et réactive pour permettre d'insérer, une fois le lancement d'une vague d'enquête démarré, une ou des questions qui seraient dictées par l'actualité et qui pourraient être administrées à un échantillon suffisamment grand des répondants pour qu'il soit significatif.

Le Titulaire a pour mission principale :

- la constitution de l'échantillon représentatif (1000 chefs d'entreprise dans les secteurs Commerce/ Industrie/ Services / Construction) et son renouvellement par portions ;
- l'appui à la formalisation ou la formalisation intégrale du questionnaire mensuel à double entrée (barométrique et conjoncturelle – questions d'actualité) ;
- l'administration du questionnaire ;
- le recueil et le traitement des données ;
- l'analyse et la restitution écrite des résultats dans un format écrit dynamique, immédiatement lisible (power point / pdf avec dashboards pour la mise en valeur des enseignements principaux) ;
- les livrables devront présenter les résultats sur l'échantillon global et les résultats sur le segment des chefs d'entreprises de la catégorie 3 à 49 salariés ;
- la production d'une brève synthèse mensuelle des enseignements de chaque vague
- la contribution à la valorisation des résultats de chaque vague sur ses propres canaux de communication (site, newsletter, réseaux sociaux) dès que CCI France aura donné le go de diffusion ;
- la production d'un bilan synthétique des enseignements à chaque fin d'année ;
- la présentation orale des résultats mensuels ou annuels, en tant que de besoin, lors de réunions organisées par CCI France.

Lors du lancement du dispositif en 2015, un relais d'information a été mis en place avec la création d'un site dédié grandeconsultation.fr. Cet espace numérique avait le double objectif de valoriser les résultats des vagues d'enquête et de susciter l'intérêt des chefs d'entreprise pour rejoindre la communauté de répondants de l'institut titulaire du marché. Cette plateforme a insuffisamment rempli cette double mission malgré son actualisation régulière. Le titulaire du marché devra proposer une modalité alternative de valorisation, davantage en lien avec les outils et pratiques les plus récents.

CCI France se réserve la possibilité de demander au titulaire de prendre part au « brief » des enquêteurs du terrain téléphonique et à assurer des écoutes lors de la passation des questionnaires. CCI France pourra également, en cas de besoin, demander à accéder aux données supplémentaires utiles pour procéder à des tris et analyses annexes.

Le mode de passation des questionnaires mensuels sera impérativement téléphonique (CATI) ; la méthode d'administration d'enquête par Internet (CAWI) ne sera utilisée que pour des besoins spécifiques.

Procédure et forme du marché

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles L2124-2, R2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre de prestations de services à prix mixtes conformément aux dispositions des articles L2125-1, R2121-8 à R2121-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 1 500 000 € HT. Il est fixé à prix forfaitaires et unitaires.

Les prestations attendues sont définies dans des unités d'œuvre qui feront l'objet d'ordres de service et de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, conformément aux dispositions de des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti.

3.2. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées principalement dans les locaux du Titulaire et éventuellement dans les locaux du Pouvoir adjudicateur (des réunions en présentiel et/ou en webconférence)

ARTICLE.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe (RGPD) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021);
- le mémoire technique remis dans l'offre ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- le planning d'exécution des prestations accepté des deux parties au marché.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée 12 mois à compter de sa date de notification.

Si dans un délai de trois mois précédant la date d'expiration du marché, celui-ci n'est pas dénoncé par CCI France par lettre ou mail recommandé avec accusé de réception, il se poursuivra par tacite reconduction pour une durée d'un an.

La durée totale du marché ainsi reconduit ne pourra excéder 4 ans à dater de sa notification.

Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée du marché.

La notification du marché interviendra via le profil acheteur de CCI France, soit la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE). La date de notification qui doit être prise en compte est celle figurant sur la plateforme.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La non-reconduction du marché ne donne pas lieu au versement d'indemnités.

5.2. Date de commencement des prestations forfaitaires et planning de réalisation

Au cours des quinze jours suivant la notification du marché, une réunion sera organisée entre CCI France et le Titulaire afin d'établir d'un commun accord un calendrier d'exécution des prestations.

Ce document deviendra une pièce contractuelle.

Les éventuelles modifications du calendrier initial, réalisées d'un commun accord entre CCI France et le Titulaire devront faire l'objet d'un nouveau document daté et signé des parties.

En cas de non-respect de ce planning, le Titulaire se verra appliquer les pénalités mentionnées à l'article « pénalités ».

5.3. Durée d'exécution des bons de commande

L'émission des bons de commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché. Néanmoins leur exécution peut courir au-delà du terme du marché pour un délai de 6 mois maximum. La durée d'exécution sera fixée dans les bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, et ils en détermineront la quantité.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article 13 du CCAG-PI, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de la CCI France ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, CCI France prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à CCI France les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande à CCI France la durée de la prolongation demandée.

5.5. Prestations supplémentaires / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du code de la commande publique.

CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le Titulaire du présent marché conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE.6. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

6.1. Cession de marché public

La cession du marché par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par CCI France, avec le Titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- la cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de Titulaire ;
- le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- la cession n'a pas pour objet de soustraire l'accord-cadre aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne l'accord-cadre. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

6.2. Clause de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code précité.

Au titre de l'article R2194-1 précité, des modifications du marché sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans l'accord-cadre, des prestations complémentaires à celles prévues initialement et ce dans le cadre des solutions définies dans le présent CCP ;
- substitution des solutions initiales par d'autres solutions plus performantes sans supplément de prix ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - o en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
 - o en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent accord-cadre. Quelle que soit la modification, le Titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE.7. NATURE ET CONTENUS DES PRESTATIONS

7.1. Enquête quantitative

7.1.1. Réalisation du baromètre (partie forfaitaire)

La réalisation du baromètre comprendra les prestations suivantes :

7.1.1.1. Constitution de l'échantillon

Le baromètre devra permettre d'interroger un échantillon représentatif de chefs d'entreprise (commerçants, artisans, TPE, PME/PMI, ETI, grandes entreprises, etc.) mensuellement à partir de questions barométriques et de questions d'actualité. Le Titulaire sera en charge de constituer l'échantillon.

La taille de l'échantillon devra permettre de réaliser des tris pertinents par secteur d'activités et par taille d'entreprise.

Livrable attendu : Rapport détaillant et justifiant la structure de l'échantillon.

7.1.1.2. Elaboration du questionnaire

Le titulaire élabore un questionnaire permanent barométrique auquel des questions d'actualité ou de prospective (entre 3 et 5) pourront s'ajouter.

Ces questions pourront être construites en lien avec les partenaires media dont CCI France s'est entourée pour accroître la visibilité du dispositif.

Des questions du baromètre pourront être reprises par les CCI régionales pour qu'elles mènent leurs propres enquêtes.

7.1.1.3 Recueil et traitement des données

Le titulaire propose le mode de recueil le plus adapté pour respecter le budget et les délais de restitution. Le recueil en ligne sera administré par le Titulaire.

Le délai de consultation de l'échantillon barométrique ne devra pas excéder 7 jours calendaires à compter de la validation du questionnaire barométrique.

Les résultats de ces vagues feront l'objet de rapports d'analyse et, plus ponctuellement, d'une présentation orale assurés par le titulaire.

Les résultats feront l'objet d'une publication dans des media partenaires, ces derniers pouvant éventuellement être complétés par de nouveaux supports ou modifiés.

Des événements pourront également être organisés (exemples : format petits déjeuners/ conférences de presse) autour de la publication des résultats, suscitant le concours de l'institut de sondage pour leur présentation.

Livrables attendus :

- Rapports d'analyse de la vague concernée, avec rapport global et rapport sur la cible des 3 à 49 salariés.
- Présentation des résultats marquants sous forme de dashboard ; version des résultats à fournir en PPT et pdf,
- Rapport de synthèse mensuel des résultats

7.1.2. Prestations ponctuelles (partie à commande)

Il pourra être demandé au titulaire, au fur et à mesure des besoins, de réaliser de façon très réactive, des prestations supplémentaires d'enquêtes quantitatives ou qualitatives auprès d'échantillons représentatifs de chefs d'entreprise et notamment :

- des enquêtes « ad hoc » sur des sujets liés à l'actualité économique et auprès de cibles d'entrepreneurs spécifiques (secteurs d'activités, régions)
- des enquêtes « ad hoc » sur des sujets liés à l'actualité économique auprès du grand public (population française ou étrangère)

- une enquête annuelle sur des critères de performance des CCI en matière de service aux entreprises (dans le cadre des critères fixés par la signature du Contrat d'Objectifs et de Performance signé entre CCI France et l'Etat et de sa déclinaison régionale en Contrats d'Objectifs et de Moyens) ;
- une enquête annuelle sur les critères de performance des CCI en matière de partenariats avec les collectivités (dans le cadre du COP et des COM)

7.1.2.1. Sur-échantillonnage

Il pourra être demandé ponctuellement de procéder à un sur-échantillonnage d'une catégorie d'entreprises afin d'approfondir l'analyse.

Le sur-échantillonnage fera l'objet d'un bon de commande.

Livrables attendus : Rapport d'analyse et, ponctuellement, restitution orale ;
Résultats sous format PDF ou PPT

7.1.2.2. Enquête ad-hoc

L'échantillon, constitué par le prestataire, pourra aussi être interrogé ponctuellement pour répondre à des questionnaires ad hoc (qui pourront être non publiés) afin de tester en amont ou en aval des mesures diverses.

Ce questionnaire fera l'objet d'une restitution orale et d'une présentation synthétique des résultats ainsi que les tableaux de tris.

Livrables attendus : Rapport d'analyse et, ponctuellement, restitution orale
Résultats sous format PDF ou PPT

7.1.2.3. Enquête de performance COP/COM

Il pourra être demandé au Titulaire, la réalisation d'une enquête annuelle sur des critères de performance des CCI en matière de service aux entreprises (dans le cadre des critères fixés par la signature du Contrat d'Objectifs et de Performance signé entre CCI France et l'Etat et de sa déclinaison régionale en Contrats d'Objectifs et de Moyens).

L'enquête sera réalisée à partir de fichiers fournis par les CCI de région.

Livrables attendus :

- Rapports d'analyse national (consolidation des résultats) et régionaux et, éventuellement, restitution orale
- Résultats sous format PDF

Il pourra également être demandé au titulaire de réaliser, toujours dans le cadre du Cop et des COM, une enquête de satisfaction auprès des collectivités sur la qualité des partenariats engagés. Les fichiers seront fournis par les CCI de région.

Livrable attendu : Rapport d'analyse national
Résultats sous format PDF

7.2. Enquête qualitative

Il pourra être demandé au Titulaire de réaliser une étude qualitative (procédé CATI ou CAWI) afin d'approfondir une problématique particulière auprès de la cible des chefs d'entreprise.

Le Titulaire procèdera au recrutement des groupes, élaborera le guide d'entretien.

Il animera le ou les groupes et produira un rapport complet d'analyse.

Cette prestation fera l'objet de bons de commande.

Livrable attendu : Rapport complet d'analyse.

ARTICLE.8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues sont des unités d'œuvre réalisées conformément au présent marché, au planning défini entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur, aux ordres de services et aux bons de commande émis à la survenance du besoin.

8.1. Modalités d'exécution des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires sont fixées à l'annexe financière, elles font éventuellement l'objet d'ordre de services qui précise le début d'exécution des prestations conformément au planning d'exécution défini entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur.

8.2. Modalités d'exécution des bons de commandes

Les prestations unitaires sont fixées à l'annexe financière de l'acte d'engagement, elles font l'objet de bons de commande. Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont établis par CCI France au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande est signé par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ou toute autre personne qu'il a déléguée.

Adressé au Titulaire, le bon de commande mentionne :

- la référence du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- l'objet détaillé de la prestation ;
- les résultats et livrables attendus ;
- les délais de réalisation des prestations ;
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande ;
- la date de la commande.

Le bon de commande peut être modifié par le Pouvoir Adjudicateur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. CCI France adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Les bons de commande sont transmis au Titulaire par mail, dont l'accusé de réception qui fait foi de la date de notification. Chaque bon de commande doit être notifié avant tout commencement d'exécution des prestations.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le marché ou le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des livrables attendus, il est fait application pénalités pouvant donner lieu à une résiliation du marché.

8.3. Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par CCI France et notifié au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant dû par CCI France au Titulaire.

L'arrêt des prestations pouvant avoir des conséquences sur l'emploi du personnel du Titulaire, il doit être prévu un préavis de 8 jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché.

ARTICLE.9. MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS

9.1. Correspondants CCI France

CCI France désigne un correspondant principal. Ce correspondant est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du Titulaire du présent marché.

9.2. Correspondants du Titulaire

Le Titulaire désigne un chef de mission / projet, responsable de la prestation qui est garant de la qualité des prestations. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du représentant de CCI France, d'en assurer la mise en œuvre, le suivi et de contrôler les prestations avant réception.

Le responsable de la prestation du Titulaire a pour rôle de :

- bien appréhender et prendre en compte les méthodes, la culture et les attentes de CCI France ;
- proposer des réponses techniques aux besoins ;
- contrôler les délais ;
- identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- assurer la conduite générale et la coordination du projet.

Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel du marché.

9.3. Vérifications et admissions des prestations

Les prestations sont réalisées dans les conditions décrites au présent CCP. La réalisation des prestations donnera lieu à la remise de livrables indiqués au CCP.

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-PI, après remise du livrable, CCI France dispose d'un délai maximum de 8 jours ouvrés pour prononcer la réception des prestations.

La réception des livrables prend la forme d'un procès-verbal de réception des prestations pouvant consister en un accusé de réception par mail.

Si les éléments remis ne répondent pas à ses attentes, CCI France peut prendre une décision motivée d'ajournement ou de réfaction dans ce même délai.

Le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour :

- parfaire les documents ou présenter ses observations, en cas d'ajournement ;
- présenter ses observations en cas de réfaction.

En cas d'ajournement et passé ce délai, s'il y a silence ou refus du Titulaire, CCI France prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet.

En cas de réception avec réfaction et passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de CCI France.

10.1. Compétences

Le Titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés.

Le Titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

10.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés suivant la réception de l'avis susmentionné. Ce remplaçant sera expressément agréé par le pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant proposé dans les conditions indiquées ci-après.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

10.3. Récusation du personnel

Pendant toute la durée de la mission, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Le Pouvoir adjudicateur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées au point 2 du présent article.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est recusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

10.4. Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le personnel du Titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux que le personnel du Pouvoir adjudicateur.

10.5. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues au code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire.

ARTICLE.11. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

11.1. Contenu des prix

Les prestations objet du marché sont réglées par application de prix forfaitaires et de prix unitaires pour la partie à commande et figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix indiqués sur l'annexe financière comprennent les dépenses de toute nature, inhérentes à l'exécution des prestations, et notamment :

- ☞ les frais de déplacement liés à l'exécution du contrat (frais de restauration, d'indemnités de transport, frais de séjour et d'hébergement,...);
- ☞ les frais administratifs ;
- ☞ les frais de l'uniforme ainsi que les frais de pressing ;
- ☞ les frais généraux, impôts et taxes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- ☞ les fournitures – quelle qu'en soit la nature – nécessaires à la réalisation des prestations ;
- ☞ en cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle du Titulaire ;
- ☞ en cas de cotraitances, la rémunération de la totalité des missions du mandataire du groupement ;
- ☞ toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie de modification.

11.1.1. Prestations à prix forfaitaire

Le prix forfaitaire s'applique à l'exécution des prestations définies au présent Cahier des Clauses Particulières.

Ce prix forfaitaire est porté mensuellement et annuellement dans l'annexe financière.

11.1.2. Prestations à prix unitaires

CCI France peut être amené à demander au titulaire de réaliser des prestations ponctuelles définies au présent CCP.

Ces prestations doivent faire l'objet d'un bon de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (annexe financière à l'acte d'engagement).

11.1.3. Modalités de révision des prix

Les prix forfaitaires et unitaires sont fermes pour toute la durée du marché.

11.2. Périodicité de facturation

11.2.1. Partie forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont réglées à terme échu et mensuellement dès acceptation par CCI France.

11.2.2. Partie unitaire

Les prestations unitaires faisant l'objet de bons de commande sont facturées à l'issue de leur exécution et acceptation par CCI France.

11.3. Modalités de facturation

Les demandes de paiement sont adressées à l'adresse suivante :

CCI France
Direction des Systèmes d'Informations – Pôle Etudes/Enquêtes
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.4. Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, CCI France les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro.

11.5. Délais de règlement

Le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

11.6. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par le pouvoir adjudicateur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

11.7. Avance

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant forfaitaire du marché ou du bon de commande y afférant est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

11.8. Cession ou nantissement de créances

Le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera à adresser à :

CCI France
Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

ARTICLE.12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marché s et/ou du planning établi en accord avec les deux parties.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

12.1. Pénalités pour retard

Tout retard du fait du Titulaire, à tout ou partie des obligations de sa mission, fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 € net par jour de retard.

Le montant cumulé des pénalités ne pourra excéder 20% du montant global HT du marché.

L'atteinte de ce plafond ne revêt pas un caractère libératoire.

12.2. Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail.

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 5% du montant global exécuté de le marché conclu avec CCI France peut être infligée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

ARTICLE.13. OBLIGATIONS DES PARTIES

13.1. Conseil et information

Le Titulaire doit fournir à CCI France, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à CCI France, elles donnent obligatoirement lieu à la remise, dans les meilleurs délais, d'un document écrit de confirmation. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

13.2. Confidentialité et sécurité

13.2.1. Obligation de confidentialité générale

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire devra informer ses fournisseurs ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui, sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées, et s'assurer du respect de ces obligations par ses fournisseurs et sous-traitants.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication des Informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

13.2.2. Traitement des données à caractère personnel

Un document relatif à la protection des données et des traitements des données confiées au titulaire est annexé à l'acte d'engagement. Le titulaire accepte de fait cette annexe dans sa première version lors de la remise de son offre. Des modifications peuvent toutefois être apportées au document dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat. La prise d'effet du document modifié est soumise à l'acceptation formelle des deux parties. L'annexe A du document RGPD; spécifications des traitements de données à caractère personnel; n'est toutefois pas négociable et doit être complétée intégralement lors de la remise des offres.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

13.3. Obligation de CCI France

CCI France s'engage à faciliter l'accès du titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

CCI France s'engage à garantir la tenue des rendez-vous nécessaires à la mission et ce, au regard des délais qu'elle impose.

CCI France est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du présent marché.

A cet effet, CCI France désigne un ou plusieurs interlocuteurs vis-à-vis du Titulaire, ce dernier devant s'interdire d'interroger le personnel de CCI France (ou des CCI) sans consulter préalablement ces interlocuteurs).

ARTICLE.14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, Il est fait application de l'article 35 CCAG PI.

Cet article organise la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats de l'accord-cadre ainsi que l'ensemble des données, réalisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, au bénéfice du pouvoir adjudicateur, selon les modalités ci-après :

Définition

« **Résultats** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment, les rapports, questionnaires, résultats d'enquêtes, soit l'ensemble des livrables visés dans le présent marché, et plus généralement tous les documents, informations et créations protégés ou non protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent également les éléments réalisés par le Titulaire du marché dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite du pouvoir adjudicateur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

14.1. Cession des droits sur les Résultats

Conformément à l'article 35 du CCAG PI, le Titulaire cède à CCI France et au réseau CCI, à titre exclusif, sur les Résultats, l'intégralité des droits patrimoniaux, pour toute la durée légale de leur protection et pour la France (incluant les DROM et la Nouvelle-Calédonie).

CCI France acquiert ainsi au fur et à mesure de leur élaboration tous les droits patrimoniaux attachés aux Résultats.

Les droits cédés sont les suivants :

- le droit de reproduction : comprenant le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifié, par tout procédé, sur tout support, y compris ceux non encore connus à ce jour (tels que, et sans que cette liste ne soit limitative, papiers, magnétiques, électroniques, numériques, photographiques, filmographiques) ;
- le droit d'adaptation : comprenant le droit de traduire en toute langue, le droit de transposer ou de faire transposer tout ou partie des résultats sur quelque support que ce soit ; le droit de procéder ou faire procéder à toutes modifications, adjonctions ou suppressions et/ou d'incorporer les résultats, en tout ou partie, à toute œuvre préexistante ou à créer ; le droit d'adapter ou faire adapter, de corriger, de faire évoluer, de réaliser ou faire réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des résultats ;
- le droit d'usage et d'exploitation : comprenant le droit de faire usage en tout ou partie à titre personnel ou au bénéfice de tiers, dans un but commercial ou non, à titre onéreux ou gratuit des résultats ; le droit de rétrocéder à des tiers les résultats, en tout ou partie, sous quelle que forme que ce soit, et notamment par le biais de cession, licence ou tout type de contrat, sous toute forme, à titre temporaire ou définitif ;
- le droit de communication et de représentation : comprenant le droit de représenter ou de faire représenter tout ou partie des résultats, en tous lieux privés ou publics, notamment dans toutes les manifestations, conférences, salons ou colloques, et par tout procédé de communication y compris ceux non encore connus à ce jour ; le droit de diffuser ou de faire diffuser, tout ou partie des résultats, de quelle que manière que ce soit, par tout procédé (notamment via une mise en réseau ou une mise en ligne sur internet comprenant les réseaux sociaux et sur l'intranet du réseau CCI France) et sur tout support, et ce pour tout public (personnes physiques ou morales publiques ou privées).

Le Titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance paisible des droits qui lui sont cédés contre tout trouble, revendication ou éviction quelconques. A ce titre, le Titulaire devra obtenir des titulaires de droits voisins, qu'ils soient membres de son personnel ou non, la cession pour le compte du pouvoir adjudicateur de l'ensemble des droits sus-indiqués sur les Résultats.

Le Titulaire s'engage en outre, à ne pas publier, reproduire, adapter, diffuser, communiquer, distribuer ou utiliser autrement, sous quelque forme que ce soit, ni commercialiser, les Résultats dont il cède les droits au pouvoir adjudicateur.

Les Résultats sont soumis au régime de confidentialité tel que prévu au présent CCP.

Ces droits sont concédés au pouvoir adjudicateur à compter de la date de réception des prestations et sous réserve du complet paiement des sommes dues dans le cadre du présent marché, pendant toute la durée de protection des droits d'auteur et en tous lieux.

Le Titulaire conserve ses droits sur le savoir-faire, les méthodes et l'expérience qu'il détenait ou qu'il aura pu acquérir dans le cadre de l'exécution du marché, lesquels sont expressément exclus des résultats et/ou prestations au sens du présent article.

Concernant les prestations qualifiées de bases de données, il est expressément convenu que seul le pouvoir adjudicateur a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L 341-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, et qu'ils détiennent seuls tous les droits y afférents.

Le présent article demeurera en vigueur après la cessation des présentes, pour quelque cause que ce soit.

CCI France reste par ailleurs seul propriétaire des documents, des données, des informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire du marché pour les besoins des présentes ou auxquels cette dernière pourrait avoir accès et notamment le logo de CCI France et les bases de données contacts.

14.2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire du marché ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

ARTICLE.15. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'UGAP, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

ARTICLE.16. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution du marché avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord du pouvoir adjudicateur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

En cours d'exécution du marché, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire du marché s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE.17. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du pouvoir adjudicateur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

ARTICLE.18. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.
En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE.19. CESSION DU MARCHE

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et

renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Le pouvoir adjudicateur peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°2005-845 du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises et le Décret d'application du Décret n°2005-1677 du 28 décembre 2005, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard du Pouvoir adjudicateur et que le cessionnaire accepte les conditions du marché subséquent et du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire.

Le Titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre de ce marché.

ARTICLE.20. RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 36 et suivants du CCAG-PI.

Par dérogation à ces dispositions, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D 8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D82545 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Outre les cas visés par le CCAG-PI, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité stipulé à l'article intitulé comme tel du présent CCP ;
- en cas de décisions de rejet répétées par le pouvoir adjudicateur en application du présent CCP ;
- en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue au présent CCP.

Dans ces cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

ARTICLE.21. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Article du CCP	Dérogations au CCAG
4	4.1
9	26
10	3.4.3
12	14